

Echo d'Iran

Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran

• Iran : Reprise des bombardements impérialistes et crise interne.....	2
• Une accalmie provisoire avant la tempête	4
• Un cessez-le-feu sur le papier, une guerre qui continue dans les assiettes.....	14
• La guerre de quarante jours : Rivalités entre puissances et catastrophe sociale.....	18
• Crise de l'eau à Assalouyeh	22
• L'impact de la guerre et de la crise économique sur les femmes	23
• Tensions chroniques et vagues successives de protestations dans le secteur textile	24
• Réduction massive des effectifs dans les secteurs des équipements médicaux	25
• Au moins 101 exécutions en juin	26

Iran : Reprise des bombardements impérialistes et crise interne



Le 15 juillet, le port de Chahbahar sous les bombardements américains.

Le cessez-le-feu fragile entré en vigueur le 18 juin, à la suite du protocole d'accord signé entre les États-Unis et la République islamique d'Iran, a une nouvelle fois montré ses limites. Cet accord, qui ouvrait une période de négociations de 60 jours, faisait dès l'origine l'objet d'interprétations divergentes. Le principal point d'achoppement concerne le contrôle du détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20% du pétrole mondial. Téhéran entend y imposer un droit de passage, tandis que Donald Trump refuse de laisser le contrôle de cette voie stratégique au régime iranien.

Rupture du cessez-le-feu

Alors que Téhéran avait obtenu de Washington des garanties pour organiser les funérailles de l'ancien Guide Ali Khamenei, tué lors d'un bombardement israélo-étatsunien le 28 février, les Gardiens de la révolution ont attaqué plusieurs navires commerciaux dans le détroit. Ces opérations ont entraîné une nouvelle campagne de bombardements US contre les régions côtières iraniennes, qui sont aussi celles qui détiennent une grande partie des richesses en hydrocarbures du pays. Fortement militarisées, elles permettent aux Gardiens de la révolution de contrôler le détroit, de viser les bases étatsuniennes du Golfe. Les populations, notamment baloutches et arabes, déjà parmi les plus pauvres et les plus opprimées d'Iran, subissent de plein fouet ces bombardements, et ce sans bénéficier de la moindre protection du régime.

Tout en annonçant au Congrès américain la reprise de la guerre, Trump indique rétablir le blocus sur les ports iraniens cherchant à étrangler économiquement la République islamique d'Iran.

Crises et évolutions en Iran

Cette confrontation entre l'impérialisme étatsunien et l'état réactionnaire qu'est la République islamique d'Iran connaît, depuis le 28 février, des alternances entre des phases d'affrontements et de négociations. Elle a des conséquences économiques majeures à l'échelle mondiale mais entraîne également une exacerbation des crises en Iran et met en lumière les divisions au sommet de l'État. Le président Pezeshkian et le ministre des Affaires étrangères

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **Iran : Reprise des bombardements impérialistes et crise interne**

Araghchi souhaitent parvenir à un accord avec Washington afin d'alléger les sanctions, d'augmenter les exportations de pétrole et de récupérer une partie des avoirs gelés. Alors que les Gardiens de la révolution, qui concentrent toujours davantage les pouvoirs politique, économique, sécuritaire et militaire, contrôlent les circuits de contournement des sanctions ce qui constitue une source d'enrichissement considérable, refusent toute normalisation avec les États-Unis comme tout abandon des programmes nucléaire et balistique. Des scènes montrant l'exfiltration d'Araghchi durant les funérailles du Guide sont éloquentes. Ces cérémonies ont été l'occasion pour les courants hostiles aux négociations d'organiser les foules traitant Araghchi et Pezeshkian de traîtres à la patrie.

L'avenir des peuples d'Iran

Le régime qui pourrait évoluer vers une dictature militaro-sécuritaire plus classique et concède quelques assouplissements sur certaines questions sociétales. Cela se traduit notamment par une certaine tolérance à l'égard de certaines tenues vestimentaires des femmes « considérées comme non conforme à la loi islamique », ou l'acceptation d'une mixité plus importante dans l'espace public.

Ces évolutions ne combleront toutefois pas le fossé existant entre le pouvoir et les peuples d'Iran. D'ailleurs la répression, les lourdes peines de prisons et les exécutions rappellent chaque jour la brutalité et la violence de la République islamique d'Iran. Les difficultés actuelles ne sont pas seulement la conséquence des sanctions ou de la guerre, mais de plus de quarante ans de despotisme, de capitalisme sauvage, de corruption structurelle, d'enrichissement des élites et de répression des secteurs combatifs de la société. Dictature, apartheid de genre, oppression des minorités nationales, baisse des salaires réels, inflation, chômage, pauvreté, crise du logement et destruction de l'environnement continuent de s'aggraver.

Le soulèvement de janvier 2026 a montré une fois de plus, que l'immense majorité de la population aspire à la fin de la République islamique d'Iran. La répression sanglante, puis l'intervention militaire des États-Unis et d'Israël, ont interrompu cette dynamique sans la faire disparaître. Les mécontentements populaires refont déjà surface.

Les travailleurs/euses, les femmes, la jeunesse et les minorités nationales n'ont rien à attendre des négociations en cours, ni des armées étatsunienne ou israélienne. Personne en Iran ne compte sur une évolution interne du régime conduisant à la liberté, à l'égalité et au progrès social. L'avenir des peuples d'Iran ne se décidera ni à Washington, ni à Tel-Aviv, ni dans les cercles dirigeants de la République islamique d'Iran, mais par l'organisation, les luttes sociales et démocratiques, ainsi que la solidarité entre les peuples du Moyen-Orient en luttes contre l'impérialisme, le colonialisme et les despotismes •

**Faisons entendre la voix des
populations du sud de l' Iran.**

Disons : non à la guerre !

Une accalmie provisoire avant la tempête : perspectives de luttes ouvrières, populaires et sociales en Iran



La signature récente du protocole d'accord entre la République islamique d'Iran et les États-Unis constitue un événement complexe aux multiples dimensions. Un examen attentif du texte révèle l'ampleur des crises internes qui traversent les deux parties. Loin de traduire une véritable volonté de paix ou de marquer un règlement de fond de leurs différends historiques, cet accord apparaît davantage comme le produit d'une impasse politique, de blocages structurels et de contraintes conjoncturelles pesant sur chacun des deux camps. Confrontés à des difficultés internes et externes croissantes, les dirigeants des deux pays ont ainsi opté pour une désescalade limitée, sous la forme d'une trêve provisoire et d'une suspension temporaire de leur confrontation, sans pour autant en éliminer les causes profondes.

Protocole d'accord : perspectives étatsuniennes

L'analyse des déclarations officielles et officieuses des responsables des deux pays met clairement en évidence la fragilité et la précarité de ce protocole d'accord. Elle souligne également les profondes divergences subsistant entre les parties quant à son interprétation et à ses modalités d'application. Dans ces conditions, les perspectives de sa mise en œuvre durable demeurent entourées de très fortes incertitudes et son avenir apparaît plus que jamais tributaire de l'évolution des rapports de force politiques, régionaux et internationaux.

Du côté américain de l'équation, Donald Trump a tenté de présenter ce protocole d'accord comme la consécration d'un succès stratégique incontestable. Dans un entretien accordé au média *Axios*, publié le 18 juin, il a affirmé sans détour que l'acceptation de cet accord par la République islamique équivalait à une « reddition sans condition ». Il a développé cette affirmation en déclarant : « *Ce mémorandum est peut-être une réelle reddition sans condition. Je le pense. Regardez, il ne leur reste plus d'armée. Tous leurs navires sont au fond de la mer, 159 navires. C'est tout ce qu'ils avaient.* » Par cette rhétorique volontairement hyperbolique et martiale, il s'efforce d'imposer une lecture du rapport de force comme définitivement tranché en faveur des États-Unis.

Ce discours triomphaliste apparaît en réalité comme une tentative de masquer la gestion de fortes pressions internes. En présentant l'accord sous les traits d'une victoire totale et unilatérale, il contribue à consolider une image de puissance et de maîtrise politique, destinée autant à la scène internationale qu'à la stabilisation du champ politique intérieur.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **Une accalmie provisoire avant la tempête**

Cette mise en récit de la réussite diplomatique s'inscrit ainsi dans une logique de communication stratégique visant à transformer une dynamique de compromis et de contrainte en démonstration de force.

Aux Etats-Unis, après la publication du texte de ce protocole d'accord, une vague de critiques virulentes s'est élevée au sein de nombreux responsables républicains ainsi que parmi les soutiens traditionnels de Donald Trump. Plusieurs voix conservatrices ont jugé ce document particulièrement faible, allant jusqu'à le comparer à des accords antérieurs tels que le JCPOA[1]. Cette contestation interne révèle les tensions persistantes au sein du camp républicain autour de la stratégie à adopter vis-à-vis de l'Iran, et met en lumière les difficultés du président américain à stabiliser un consensus politique durable sur ce dossier.

Face à ces attaques, la défense de Donald Trump s'est appuyée sur une logique strictement pragmatique, centrée sur une évaluation des coûts et des bénéfices. Dans le même entretien accordé à *Axios*, il a ainsi déclaré :

« On me dit : pourquoi ne pas avoir été plus dur ? Supposons que j'ai été plus dur et que les bombardements aient continué encore deux ou trois semaines. Qu'y aurions-nous gagné ? Le détroit d'Ormuz ne se serait jamais rouvert. »

Par cet argumentaire, il justifie la signature du mémorandum non pas comme une concession idéologique, mais comme un arbitrage stratégique visant à éviter une escalade aux conséquences économiques et géopolitiques potentiellement incontrôlables. Il avait auparavant déclaré, mercredi 17 juin, sur un ton ironique et teinté de sarcasme : *« Si ça aboutit, j'en prendrai le mérite. Si ça n'aboutit pas, je mettrai la faute sur JD [Vance]. »*

Ces déclarations ont été interprétées par certains observateurs comme révélatrices des lignes de fracture susceptibles de se développer au sein de l'entourage présidentiel en cas d'évolution défavorable de la situation. Dans cette lecture, l'accent mis sur les arbitrages « pragmatiques » et sur la prévention d'une escalade incontrôlée pourrait, à terme, servir de base à une redistribution des responsabilités politiques en cas d'échec du processus.

Dans ce contexte, le rôle de JD Vance est parfois évoqué dans le débat public et médiatique comme celui d'une figure potentiellement exposée aux critiques internes du camp républicain, si la mise en œuvre du mémorandum venait à produire des résultats jugés insuffisants. Certains analystes estiment ainsi que de telles dynamiques pourraient, dans un scénario de crise politique prolongée, affaiblir son positionnement dans les équilibres internes du Parti républicain et influencer indirectement ses perspectives dans la compétition présidentielle de 2028, sans que ces évolutions puissent toutefois être considérées comme acquises ou déterminées à ce stade.

Recomposition difficile et douloureuse du régime théocratique en un régime militaro-sécuritaire

En Iran également, la signature de ce mémorandum semble traduire un changement de paradigme et des recompositions au sein du bloc du pouvoir. Il apparaît que le noyau dur du régime est désormais confronté à des tensions structurelles, conséquence de l'érosion progressive de sa capacité à assurer sa légitimité et son efficacité gouvernementale, dans un contexte d'aggravation continue des crises économiques, sociales et politiques.

(Lire la suite en page suivante) →

[1] L'accord sur le nucléaire iranien (en anglais : Joint Comprehensive Plan of Action ou JCPOA), est un accord signé à Vienne, en Autriche, le 14 juillet 2015, par les huit parties suivantes : l'Iran, les pays du P5+1 – Chine, France, Royaume-Uni, Etats-Unis, Allemagne – ainsi que l'Union européenne.

← (suite de la page précédente) ... **Une accalmie provisoire avant la tempête**

L'acceptation de cet accord aurait ainsi contribué à raviver des lignes de fracture internes et à accentuer des divergences déjà latentes entre différentes sensibilités du pouvoir et de sa base sociale traditionnelle. Plutôt qu'une adhésion homogène, c'est une dynamique plus contrastée qui se dessine, faite de réserves, de réajustements et de formes variées de désillusion, révélant la fragilité des équilibres sur lesquels repose l'architecture politique actuelle.

Dans les nuits qui ont suivi l'annonce de l'accord, certaines franges des partisans de la République islamique, ainsi que des forces relevant de sa base idéologique, qui avaient organisé des rassemblements nocturnes dans les rues et sur les places publiques, ont exprimé une profonde colère face à ce qu'elles perçoivent comme un abandon des slogans fondamentaux. Ces mobilisations se sont traduites par des prises de parole et des slogans virulents.

Les participants ont notamment accusé les responsables gouvernementaux de compromission et de dépassement des lignes rouges idéologiques, traduisant ainsi une rupture entre une partie de la base militante et les choix politiques opérés au sommet de l'État. Cette réaction met en évidence les tensions internes suscitées par l'accord et la difficulté, pour le pouvoir, de maintenir une cohésion narrative et politique autour de celui-ci.

Simultanément, certaines factions au sein même du régime, notamment parmi les courants les plus durs, ont multiplié les critiques acerbes à l'encontre de l'équipe de négociation. Ces prises de position traduisent une volonté de prise de distance vis-à-vis du contenu et des implications de l'accord, dans un contexte où se joue également la répartition des responsabilités politiques.

En cherchant à se dissocier des conséquences perçues comme un recul, ces segments du pouvoir tentent d'éviter d'en assumer le coût politique, révélant ainsi des logiques internes de désengagement et de redéfinition des lignes de clivage au sein de l'appareil étatique.

En réaction à ce climat tendu et désordonné, la diffusion d'un message singulier et largement interprété comme déresponsabilisant attribué à Mojtaba Khamenei, le Guide suprême, témoigne d'une perception d'instabilité et de confusion au plus haut niveau de la prise de décision. Ce message, tout en validant implicitement la nécessité de se résoudre à ce compromis, semble également viser à en redistribuer les coûts politiques et symboliques.

Dans cette perspective, la responsabilité du recul est attribuée, dans une logique de mise à distance, à Masoud Pezeshkian, en sa qualité de président de la République et de chef du Conseil suprême de sécurité nationale. Cette lecture s'inscrit dans un style discursif souvent associé à Ali Khamenei, où la préservation du centre de l'autorité s'accompagne d'une externalisation des responsabilités opérationnelles, révélant ainsi les tensions internes et les mécanismes de gestion politique des désaccords au sein de l'appareil d'État.

Cette manœuvre politique viserait ainsi à constituer un mécanisme de protection symbolique, destiné à contenir la colère de la base idéologique tout en préservant les équilibres internes du pouvoir. En procédant à une redistribution anticipée des responsabilités, elle permettrait également de désigner, en cas d'échec du scénario de l'accord, une figure susceptible d'endosser le coût politique et institutionnel de ses conséquences.

Dans cette logique, la mise à distance des responsabilités opérationnelles associées à Masoud Pezeshkian apparaîtrait comme un instrument de gestion des tensions internes, visant à protéger le noyau décisionnel central tout en absorbant les critiques émanant des différentes composantes du régime. Il s'agirait ainsi moins d'une clarification des responsabilités que d'une stratégie de stabilisation politique par la construction d'un espace de responsabilité différenciée. En l'occurrence, Mojtaba Khamenei adopte la même stratégie que Trump.

Derrière ces mises en scène politiques et médiatiques, certains analystes estiment qu'un tournant plus profond pourrait être en cours au sein de l'appareil d'État. *(Lire la suite en page suivante) →*

← (suite de la page précédente) ... **Une accalmie provisoire avant la tempête**

Le bloc militaro-sécuritaire au pouvoir, incarné notamment par des figures telles que Mohammad Bagher Ghalibaf, le président du parlement iranien, semblerait progressivement parvenir à la conviction que le système est entré dans une forme d'impasse structurelle.

Dans cette lecture, ses dirigeants auraient pris acte des limites croissantes de la reproduction des anciens registres idéologiques, dont certains slogans historiques tels que « Mort à l'Amérique » ou « Destruction d'Israël » ne permettraient plus, à eux seuls, de répondre aux exigences matérielles et institutionnelles auxquelles fait face l'État. Au-delà de leur dimension symbolique, ces transformations traduisent une contrainte plus large : celle de la soutenabilité économique et administrative d'un appareil bureaucratique et sécuritaire particulièrement étendu.

La survie et la continuité de cette architecture de pouvoir, souvent décrite comme tentaculaire et hypertrophiée, reposeraient désormais sur l'accès à des ressources financières substantielles. Or, dans un contexte marqué par l'isolement international et la persistance de fortes tensions géopolitiques, la capacité à sécuriser ces ressources apparaît de plus en plus contrainte, contribuant à redéfinir les marges de manœuvre stratégiques du régime.

C'est pourquoi, selon cette lecture, la lutte politique et les recompositions internes qui pourraient se déployer à Téhéran au cours des soixante prochains jours s'articuleraient principalement autour d'une rivalité accrue entre différents réseaux de pouvoir pour l'accès aux ressources et aux rentes de l'après-conflit. Les enjeux porteraient notamment sur le partage des dividendes économiques potentiellement liés à un allègement des sanctions, sur le contrôle des principaux circuits économiques nationaux, ainsi que sur les modalités d'une éventuelle réintégration du pays dans les marchés financiers internationaux.

Dans ce contexte, les différentes factions du régime seraient engagées dans une dynamique de repositionnement visant à renforcer leurs capacités d'influence et à sécuriser la part la plus favorable des bénéfices attendus d'un apaisement des tensions et d'une réduction des contraintes extérieures. Ces évolutions traduisent moins une rupture brutale qu'une recomposition progressive des rapports de force internes, où les considérations économiques, sécuritaires et politiques tendent à s'entremêler étroitement.

Le marchandage mesquin et criminel de Reza Pahlavi, ainsi que la frustration des monarchistes

L'un des effets indirects les plus importants — et perçu par certains observateurs comme potentiellement significatif — de ce mémorandum pourrait résider dans la recomposition, voire l'affaiblissement, de certaines fractions de l'opposition iranienne de droite établie à l'étranger. Ces dernières années, des courants tels que les monarchistes, dont les partisans de Reza Pahlavi ont structuré une part importante de leur stratégie politique sur l'hypothèse d'une pression extérieure maximale sur la République islamique. Celle-ci combinait, l'intensification des sanctions économiques, la poursuite d'une politique d'isolement diplomatique et, pour certains segments, l'espoir d'un soutien plus direct de la part de puissances étrangères, notamment les États-Unis et Israël.

Le marchandage mesquin et criminel attribué à Reza Pahlavi, conjugué à la frustration grandissante des milieux monarchistes, s'inscrit dans une dynamique de radicalisation politique de plus en plus visible. Une fois de plus, leur mot d'ordre demeure inchangé et revendiqué sans ambiguïté : « *Merci Trump, merci Bibi* », en célébration des bombardements de l'Iran. L'histoire n'a que rarement vu un prétendant au trône associé à un crime d'une telle gravité.

Or, la conclusion de cet accord met en lumière la fragilité de cette approche stratégique des courants mettant à profit la figure de Reza Pahlavi. Les puissances extérieures sur lesquelles ces courants fondaient une partie de leurs espoirs ont, in fine, privilégié leurs propres intérêts géopolitiques, économiques et sécuritaires, plutôt qu'une logique explicite de changement de régime en Iran.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **Une accalmie provisoire avant la tempête**

Cette évolution a contribué à fragiliser les perspectives politiques de ces segments de l'opposition en exil, en révélant les limites d'une stratégie principalement adossée à des dynamiques internationales. Elle a également mis en évidence, selon certaines analyses, la faiblesse de leur ancrage social à l'intérieur du pays, ainsi que leur dépendance structurelle à l'égard de conjonctures extérieures difficiles à maîtriser ou à anticiper.

Eloignés pour des raisons propres à leurs racines sociales de toute approche impliquant la construction d'une influence politique prenant appui sur des dynamiques sociales et des mobilisations des travailleurs-euses, des femmes, des étudiant.e.s et des autres forces contestataires à l'intérieur du pays, ces courants ont largement privilégié, au cours des dernières années, une stratégie fondée sur l'action diplomatique, le lobbying et la recherche d'appuis auprès de centres de décision étrangers, notamment à Washington et à Tel-Aviv.

Pour certains de leurs représentants ou soutiens les plus radicaux, cette orientation s'est parfois accompagnée d'une attitude favorable à l'intensification des pressions extérieures, voire à l'escalade militaire, dans l'espoir que l'affaiblissement du régime puisse ouvrir la voie à son renversement. Cette posture a suscité de vives controverses, y compris au sein de l'opposition iranienne, nombre de ses détracteurs lui reprochant de subordonner les perspectives de changement politique aux interventions et aux calculs stratégiques de puissances étrangères, au détriment des dynamiques sociales et populaires internes.

L'accord d'Islamabad a également mis en évidence les limites de cette stratégie d'externalisation du changement politique. Il a montré que, du point de vue des grandes puissances, des figures telles que Reza Pahlavi ne constitue pas nécessairement des acteurs centraux d'un projet politique durable, mais peuvent être mobilisées de manière conjoncturelle dans le cadre de stratégies de pression diplomatique et médiatique. Dès lors que l'évolution des rapports de force régionaux et internationaux a conduit Washington à privilégier la voie de la négociation, cette forme d'« opposition sous tutelle extérieure » s'est trouvée largement marginalisée et privée d'une partie de sa fonction politique.

Une bouffée d'oxygène pour les mouvements sociaux et civiques en Iran

Par conséquent, à la lumière des éléments disponibles et des expériences passées, rien ne permet d'affirmer que ce mémorandum bénéficiera d'une stabilité durable. La méfiance profondément enracinée qui structure depuis des décennies les relations entre les deux pays, conjuguée au caractère essentiellement pragmatique, conjoncturel et souvent opportuniste des motivations qui ont conduit à sa conclusion, en limite considérablement la portée stratégique.

Plus qu'une étape vers une normalisation pérenne des relations bilatérales, cet accord apparaît comme le produit d'un rapport de force provisoire et de nécessités immédiates propres aux deux parties. En ce sens, il ne repose pas sur les fondements politiques, institutionnels et diplomatiques généralement associés à une paix durable. Il s'apparente davantage à une trêve tactique, destinée à gérer une situation de crise et à offrir un répit temporaire aux protagonistes, qu'à un règlement de fond des antagonismes qui continuent d'opposer Washington et Téhéran. *(Lire la suite en page suivante)* →



Grève des ouvriers du pétrole de South Pars, province de Bushehr, 4 novembre 2025

← (suite de la page précédente) ... **Une accalmie provisoire avant la tempête**

Cependant, même cet accord fragile et précaire a eu pour effet d'éloigner temporairement de la société iranienne l'ombre lourde, paralysante et destructrice de la guerre. En cela réside sans doute sa conséquence la plus importante. Pour la société civile iranienne, la suspension des hostilités ne représente pas seulement un répit face aux destructions matérielles et humaines d'un conflit ouvert qui se prolongerait ; elle entraîne également l'affaiblissement de l'un des principaux instruments de légitimation et de contrôle politique du pouvoir.

Depuis des décennies, les autorités ont régulièrement invoqué la menace de la guerre, de l'agression étrangère ou de l'insécurité nationale pour justifier le renforcement de l'appareil répressif, restreindre l'espace des libertés publiques et reporter toute réponse substantielle aux revendications économiques, sociales et démocratiques de la population. Dans un tel contexte, l'atténuation temporaire de cette menace prive le pouvoir d'un argument central lui permettant de mobiliser l'opinion autour de l'« unité nationale » et de reléguer au second plan les crises internes.

Dès lors, les difficultés structurelles de la société iranienne — inflation, pauvreté, chômage, corruption, inégalités sociales, discriminations à l'égard des femmes, répression politique et absence de libertés fondamentales — vont réapparaître avec une acuité accrue au centre du débat public. La disparition relative du facteur guerrier pourrait ainsi ouvrir un nouvel espace d'expression pour les revendications sociales accumulées au cours des dernières années et contribuer à replacer au premier plan les conflits qui opposent la société à l'État, plutôt que ceux qui l'opposent à des adversaires extérieurs.

Désormais, avec l'atténuation provisoire de cette menace extérieure, l'un des principaux mécanismes de protection politique du système semble se fragiliser. Le bouclier sécuritaire qui permettait de justifier l'état d'exception permanent et la priorité accordée aux impératifs de sécurité nationale apparaît moins solide qu'auparavant. L'espace politique et social, longtemps soumis aux contraintes d'un environnement marqué par la perspective de la guerre, pourrait ainsi connaître une certaine ouverture relative, même limitée et réversible.

La diminution des pressions psychologiques et sécuritaires associées à un contexte de confrontation militaire crée en effet un nouvel espace de respiration pour la société. Elle favorise des conditions plus propices à la réorganisation des acteurs sociaux et à la ré-émergence des revendications civiles. Dans ce cadre, les travailleurs, les salarié·e·s, les retraité·e·s, les enseignant·e·s, les femmes, les étudiants et d'autres secteurs de la société disposent potentiellement d'une opportunité pour faire entendre leurs revendications en dehors de l'atmosphère d'urgence et de mobilisation imposée par la guerre.

Après des années marquées par l'accumulation de frustrations économiques, sociales et politiques, cette période pourrait permettre à des revendications longtemps réprimées, différées ou marginalisées de réinvestir l'espace public avec davantage de visibilité, de cohérence et de force. Sans préjuger de l'ampleur ni de la forme que prendront ces mobilisations, la suspension des hostilités est susceptible de déplacer le centre de gravité du débat politique : des menaces extérieures vers les problèmes structurels de la société iranienne elle-même.

La fin des bombardements ne signifie en aucun cas la disparition des crises structurelles qui traversent l'économie iranienne. La pauvreté extrême, l'inflation persistante, le chômage massif, la dégradation continue des conditions de vie des ménages, ainsi que les discriminations systémiques fondées sur le genre ou l'appartenance ethnique, demeurent pleinement présentes et continuent de produire leurs effets au quotidien.

Dans cette perspective, la suspension des hostilités extérieures ne constitue pas une résolution des contradictions internes, mais plutôt un déplacement du champ de conflictualité. Elle marque l'ouverture d'une phase où les tensions sociales et politiques se manifestent de manière plus directe, moins médiatisée par la logique de guerre. Les rapports entre la société et le pouvoir s'y révèlent de façon plus nue, plus immédiate, et potentiellement plus aiguë. (*Lire la suite en page suivante*) →

← (suite de la page précédente) ... **Une accalmie provisoire avant la tempête**

Dans ce cadre, les priorités des autorités semblent rester centrées sur la préservation des fondements de leur autorité et la protection des réseaux et intérêts qui soutiennent l'architecture du régime. Cette orientation contribue à maintenir un niveau élevé de tension structurelle entre les exigences sociales de la population et les impératifs de conservation du pouvoir.

Dans cette perspective, tandis que les clans du pouvoir et les réseaux d'intérêts de type clientéliste ou mafieux au sein de l'appareil d'État se réorganisent et se repositionnent en vue de la compétition pour l'accès aux ressources et aux rentes dans le nouvel environnement, les différentes composantes de la société ainsi que les forces progressistes sont elles aussi confrontées à la nécessité de s'adapter à cette nouvelle conjoncture.

Pour ces dernières, l'enjeu réside dans la capacité à tirer parti des transformations en cours afin d'engager une recomposition sociale et une réorganisation plus efficace de leurs forces. Il s'agit moins d'une dynamique spontanée que d'un processus contraint par l'évolution du rapport de forces, qui impose de nouvelles formes de structuration, de coordination et d'intervention dans l'espace social et politique. La société iranienne actuelle se trouve à la veille de transformations potentiellement décisives. Le poids des échecs économiques s'est directement répercuté sur les couches populaires, poussant les conditions de vie de millions de personnes à des niveaux de plus en plus difficiles.

Face à cette situation, le système politique en place, de nature autoritaire et fortement centralisée, tend à privilégier des mécanismes de contrôle et de maintien de l'ordre fondés sur le renforcement de l'appareil répressif. Dans ce contexte, la gestion des tensions sociales s'effectue principalement à travers des dispositifs coercitifs et une intensification des pratiques de sanction, qui contribuent à aggraver le climat de confrontation entre l'État et une partie de la société.

Lorsqu'une population perçoit que les voies légales et pacifiques d'expression de ses revendications fondamentales se referment progressivement, il est probable que son engagement politique prenne une forme plus déterminée et plus intense que lors des phases précédentes, avec une charge de colère et d'exigence accrue face aux structures en place.

Dans une telle dynamique, les expériences accumulées au cours des cycles de mobilisation antérieurs constituent un acquis politique et social important. Au fil d'une succession d'événements et de confrontations, la société iranienne s'est en effet progressivement transformée, s'étant aguerrie, socialement et politiquement, tout en développant une lecture plus lucide de ses rapports de force internes et des mécanismes de pouvoir.

La série de grèves dans des secteurs clés de l'industrie, les mobilisations nationales des retraité.e.s, le soulèvement d'ampleur porté par le mot d'ordre « Femme, Vie, Liberté », ainsi que la persévérance notable des enseignant.es, des personnels de santé et des familles de victimes, ont constitué des expériences sociales et politiques majeures.

Ces luttes continues ont contribué à accumuler des acquis significatifs en matière de conscience collective, de structuration des revendications et de capacité d'organisation. Elles ont également participé à la formation d'une génération plus audacieuse et davantage consciente des enjeux sociaux et politiques auxquels elle est confrontée, ainsi que de son propre rôle dans les dynamiques de transformation à venir.

Ces acquis issus des expériences de terrain s'inscrivent désormais dans la mémoire collective de la société et constituent l'un des principaux ressorts des formes futures d'organisation sociale et politique. Les citoyens disposent aujourd'hui d'une connaissance plus fine des mécanismes par lesquels les institutions sécuritaires et administratives tendent à encadrer, neutraliser ou détourner les revendications sociales et professionnelles. Cette expérience accumulée contribue à une compréhension plus lucide des rapports de force et des contraintes institutionnelles.

Dans ce contexte, toute avancée significative des revendications, (Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **Une accalmie provisoire avant la tempête**

qu'elles soient d'ordre professionnel, social ou politique, semble de plus en plus dépendre de la capacité à construire des formes de solidarité durable, à développer des organisations en réseau et à articuler de manière plus cohérente les différents mouvements sociaux entre eux. Cette dynamique renvoie à une maturation progressive des modes d'action collective et des structures de mobilisation.

La mise en relation des réseaux ouvriers avec les organisations d'enseignant.es, la convergence des défenseur.e.s des droits des femmes avec les mouvements étudiants, ainsi que les formes de soutien mutuel entre différentes catégories de salarié.es, sont susceptibles de renforcer considérablement la capacité de pression sociale.

Des transformations sociétales rendant le cadrage idéologique plus difficile

Ces évolutions s'inscrivent dans un ensemble de mutations démographiques, sociales et culturelles profondes intervenues au cours des dernières décennies. Le tissu social iranien a en effet connu, au fil des quarante-sept dernières années, des transformations importantes et souvent irréversibles, affectant les modes de socialisation, les attentes politiques et les formes d'expression collective.

Dans ce contexte, les capacités de contrôle et de cadrage idéologique du régime apparaissent plus limitées qu'auparavant. Le développement de l'accès à Internet, l'essor des réseaux sociaux et la diversification des canaux d'information ont contribué à affaiblir les mécanismes traditionnels de censure et de monopole étatique sur le récit public. Par ailleurs, les nouvelles générations semblent s'inscrire, dans leur vie quotidienne et leurs représentations sociales, dans des référentiels de valeurs de plus en plus diversifiés, qui dépassent en partie le cadre de l'idéologie officielle.

La présence de plus en plus affirmée des femmes dans les sphères sociales, éducatives et professionnelles, en dépit des obstacles juridiques et des contraintes pesant sur l'espace public, constitue un facteur de transformation majeur. Elle met en tension les structures patriarcales et les cadres traditionnels d'organisation du pouvoir, en introduisant des dynamiques sociales qui en questionnent progressivement les fondements.

Dans ce contexte, l'accès élargi des femmes à l'éducation, au travail et à la vie sociale contribue à redéfinir les rapports sociaux existants et à modifier les équilibres culturels sur lesquels reposent certaines formes d'autorité. Cette évolution s'inscrit dans un processus plus large de recomposition des normes sociales et des attentes collectives.

Parallèlement à ces transformations, la géographie humaine du pays a également connu des évolutions significatives. La constitution de vastes zones d'habitat précaire en périphérie des grandes métropoles, regroupant une population estimée à plus de vingt millions de personnes, s'inscrit dans le prolongement de mutations économiques profondes, liées notamment à des politiques de redistribution inégalitaire des ressources, à des dynamiques de rente, ainsi qu'à des processus de fragilisation environnementale et d'aménagement urbain déséquilibré.

Ces espaces périurbains concentrent une forte proportion de travailleurs précaires, de chômeur.eue.s et de populations exclues des circuits formels de l'économie. Souvent caractérisés par un accès limité aux services publics et aux infrastructures, ils traduisent des formes d'inégalités territoriales marquées. Ces zones sont également perçues comme des espaces de forte tension sociale, où s'accumulent frustrations économiques et sentiment d'exclusion, contribuant ainsi à reconfigurer les rapports entre centre et périphérie au sein de la société iranienne.

Dans l'hypothèse où elle parviendrait à s'articuler avec des organisations indépendantes, à développer une conscience de classe et à s'inscrire dans des formes d'organisation structurées, cette vaste population pourrait constituer un facteur déterminant dans les dynamiques de transformation sociale et politique. Une telle évolution dépendrait toutefois de la capacité à construire des cadres de mobilisation durables, aptes à transformer des situations de fragmentation sociale en force collective organisée, susceptible d'influencer de manière significative

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **Une accalmie provisoire avant la tempête**

les équilibres sociaux existants. L'organisation de cette partie de la société pourrait modifier profondément sa place dans les rapports sociaux, en la faisant passer d'une condition de victimes des dynamiques de développement inégal à celle d'un acteur collectif structuré, susceptible de peser de manière significative dans les rapports politiques.

Dans une telle configuration, et en articulation avec la classe ouvrière industrielle, elle pourrait constituer une force sociale déterminante capable d'infléchir les équilibres de pouvoir existants et de remettre en cause les mécanismes de domination et de contrôle de l'appareil étatique. Cette perspective dépend toutefois étroitement des conditions concrètes d'organisation, de coordination et de convergence des différentes composantes du champ social.

Les droits économiques et sociaux ne peuvent être séparés des droits démocratiques

En l'absence d'une conscience de classe suffisamment développée (ce qui renvoie à des facteurs multiples) et faute de structures d'organisation indépendantes, l'énergie sociale accumulée dans ces espaces périphériques peut s'orienter vers des trajectoires instables et potentiellement dangereuses.

Cette intensité de frustration, si elle n'est pas canalisée vers des perspectives collectives structurées et des objectifs progressistes, peut être récupérée par des courants réactionnaires, populistes ou opportunistes. Dans de telles configurations, différentes forces politiques ou idéologiques cherchent à exploiter les situations de détresse sociale et de précarité économique, en mobilisant des discours simplificateurs et des slogans démagogiques afin de capitaliser sur le mécontentement.

Ce type de dynamique peut ainsi détourner une colère sociale largement enracinée de ses causes structurelles principales — liées aux mécanismes d'exploitation et d'inégalités systémiques — pour la réorienter vers des objectifs qui en déforment le sens initial. Dans certains cas, cette recomposition peut favoriser l'émergence de nouvelles formes d'autoritarisme, l'exacerbation de divisions sociales ou encore la consolidation de projets politiques d'exclusion et antidémocratiques.

Dans cette perspective, la présence organisée de militant.es civiques et ouvrier.es dans ces espaces sociaux apparaît, selon cette analyse, comme un facteur déterminant pour la structuration des mobilisations. Elle contribuerait à éviter la dispersion des énergies collectives et à renforcer la capacité des mouvements sociaux à formuler des revendications cohérentes, tout en limitant les risques de récupération politique par des forces hostiles aux dynamiques démocratiques et sociales.

Les revendications des différentes couches sociales peuvent être appréhendées comme des composantes interdépendantes d'un même ensemble social. Les exigences relatives au logement, à la santé, à une éducation gratuite et de qualité, ainsi qu'à des systèmes de protection sociale universels, entretiennent en effet un lien étroit avec les droits civiques et politiques fondamentaux.

Dans cette perspective, les droits économiques et sociaux ne sauraient être dissociés des libertés fondamentales telles que la liberté d'expression, la liberté d'organisation indépendante et le libre choix individuel, y compris en matière de tenue vestimentaire. L'ensemble de ces revendications forme ainsi un continuum cohérent, où les dimensions sociales, économiques et politiques se renforcent mutuellement au sein d'une même logique d'émancipation.

La politique répressive et sécuritaire adoptée par le régime face aux revendications syndicales, même les plus élémentaires, tend à accélérer la politisation de ces mouvements sociaux. Dans cette configuration, le pouvoir apparaît comme réticent à toute forme de réforme, percevant la moindre concession ou flexibilité comme un risque susceptible d'affaiblir, l'ensemble de l'édifice politique. Ce verrouillage institutionnel contribue à élargir le champ des revendications, qui ne se limitent plus à des demandes sectorielles mais tendent, progressivement, à interroger la structure globale du système. Les revendications initiales, portées dans un cadre professionnel ou social, peuvent ainsi se transformer en contestation plus large des mécanismes de gouvernance et de répartition des ressources.

Dans ce contexte, le mouvement ouvrier iranien occupe une place (Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **Une accalmie provisoire avant la tempête**

particulièrement centrale dans les dynamiques sociales contemporaines. Les travailleuse.s des secteurs industriels, des services et de la pétrochimie, en mobilisant des outils tels que la grève et l'arrêt de la production, disposent d'une capacité potentielle d'impact significative sur le fonctionnement de l'économie. Cette position stratégique en fait un acteur majeur dans les rapports de force sociaux, sans préjuger toutefois des conditions concrètes de leur organisation et de leur coordination.

L'épanouissement de ce potentiel social dépend largement de sa capacité à converger avec d'autres composantes du mouvement social et progressiste. Une articulation plus étroite avec les mobilisations des femmes, les organisations nationales d'enseignant.e.s, des retraité.e.s, les mouvements étudiants, les militant.e.s écologistes ainsi que les différents peuples confrontés à des formes d'oppression nationale pourrait renforcer la cohérence et la portée de ces dynamiques.

Pour une réflexion stratégique

Dans cette perspective, la question centrale réside dans la construction de formes de coordination et de convergence permettant de dépasser la fragmentation des luttes sectorielles, afin de favoriser l'émergence d'un espace commun de revendications et d'action collective. Une telle dynamique constituerait un facteur déterminant dans la capacité des forces sociales à influencer sur les rapports de force existants. La formation d'un front uni des forces du travail et des autres classes laborieuses est souvent présentée, dans certaines analyses, comme une condition stratégique majeure pour modifier durablement les rapports de force en faveur des classes populaires. Une telle convergence viserait à renforcer la capacité d'action collective et à accroître le poids politique et social des revendications issues des différents segments du monde du travail.

Enfin, le réexamen des évolutions récentes et l'analyse de la nature des accords conclus entre blocs de pouvoir mettent en lumière une réalité historique difficilement contestable, selon cette perspective : le coût des principales décisions stratégiques prises par les classes dirigeantes — qu'il s'agisse d'aventurisme militaire, d'engagement dans des guerres par procuration, de politiques de sanctions et de blocus économiques, ou encore de la signature de compromis et de cessez-le-feu tactiques — tend à être supporté de manière disproportionnée par les classes laborieuses.

Les populations actives apparaissent comme les premières exposées aux conséquences sociales, économiques et matérielles de choix politiques qui se décident à des niveaux institutionnels et étatiques largement déconnectés de leur expérience quotidienne. Cette dissymétrie alimente, en retour, des tensions structurelles durables entre les sphères de décision et les réalités sociales sur lesquelles elles s'exercent.

Dans cette perspective, les différentes composantes du système de pouvoir — qu'il s'agisse de structures militaro-sécuritaires ou d'autres centres de décision — ainsi que les acteurs qui leur font face, tendent à externaliser les coûts de leurs stratégies de survie, de compromis et de préservation des intérêts. Ces coûts se répercutent alors, de manière disproportionnée, sur les conditions de vie des populations les plus vulnérables, affectant leur accès aux ressources essentielles, leur santé et, plus largement, leur sécurité sociale.

Une compréhension précise des contradictions internes du pouvoir et l'adoption de tactiques de lutte adaptées au contexte historique et social constituent, dans cette perspective, un préalable important au dépassement des crises en cours. L'enjeu stratégique d'une telle cohésion organisationnelle et d'une conscience de classe plus structurée est souvent formulé comme la possibilité de modifier les rapports de force existants au bénéfice des couches sociales majoritaires.

Dans cette optique, il s'agirait de limiter l'emprise des réseaux de pouvoir et d'accumulation de richesse considérés comme concentrés entre les mains de minorités organisées, tout en ouvrant la voie à une transformation plus profonde de l'ordre social et politique. L'objectif ainsi envisagé renvoie à la construction d'un cadre institutionnel et social perçu comme plus équitable, plus démocratique et plus respectueux des droits fondamentaux des individus. (30 juin 2026) •

Un cessez-le-feu sur le papier, une guerre qui continue dans les assiettes



L'Iran de l'après-guerre compte des citoyen.nes pris.e.s dans un étau entre des salaires locaux et des prix mondiaux. D'une part, la situation d'avant-guerre ne peut pas revenir ; d'autre part la période de reconstruction n'a pas encore commencé. En attendant, le coût de la destruction et de l'incertitude est supporté par les classes les plus modestes. Alors qu'elles ont pris part ni aux décisions concernant la guerre, ni aux négociations, elles voient néanmoins la facture de ces deux politiques arriver sur leur table.

Au lendemain de la guerre, la vie quotidienne se heurte à exactement les mêmes sujets qu'auparavant : la file d'attente pour le pain ; le loyer en retard ; l'ordonnance médicale dont on ne peut payer que la moitié des médicaments prescrits ; l'ouvrier/ère qui ne sait pas s'il/elle aura encore son emploi la semaine suivante ; la famille qui pour payer le loyer doit calculer quelle part de sa vie déjà brisée elle doit sacrifier : la viande, les soins de santé ou les déplacements.

Si le cessez-le-feu a fait taire les explosions et dissipé une partie de la poussière qui obscurcissait les regards, l'écho de la guerre, lui, continue de résonner. Il résonne dans les oreilles, mais aussi autour des tables, où le poids de ses conséquences se fait chaque jour davantage sentir.

Les guerres, une fois terminées sur le plan militaire, entrent souvent dans les cuisines : dans le réfrigérateur vide, dans la facture d'électricité, dans le calendrier des factures à régler, dans le loyer d'une petite chambre dont le montant dépasse plusieurs mois de salaire.

L'attaque militaire des États-Unis et d'Israël contre l'Iran a également eu un coût direct sur la vie quotidienne : des mort.es et des blessé.es, des maisons endommagées, des écoles et des hôpitaux mis hors service, des raffineries et des réservoirs de carburant ciblés, des ateliers à l'arrêt, des routes coupées, et des emplois détruits dans les entrepôts, lignes de production, magasins ou unités de service anéantis.

Il n'existe pas encore d'estimation globale et fiable du coût économique total de la guerre, mais ces données fragmentaires suffisent à en rendre les dimensions sociales incontestables. La guerre n'a pas seulement visé les installations militaires ; elle a détruit encore plus les réseaux interconnectés du travail, de la santé, de l'éducation, de l'énergie, du logement et des moyens de subsistance. Lorsque le réseau électrique, une raffinerie, un réservoir de carburant, une route, un port, une usine, un centre de télécommunications ou des infrastructures urbaines sont endommagés, le coût ne se limite pas aux lignes du budget d'investissement public ; il se répercute dans les foyers sous forme de coupures d'électricité, de hausse des coûts de transport, de ralentissement de la production, l'augmentation de la part des cotisations de sécurité sociale, de flambée des coûts de construction et de perte d'emplois. Chaque infrastructure détruite entraîne avec elle la dégradation du niveau de vie.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **Un cessez-le-feu sur le papier**

Les dommages causés aux réservoirs de carburant ou aux raffineries ne sont pas seulement une question de prix de l'essence et du diesel ; ils affectent aussi le coût du transport routier, le prix du transport de la farine, celui des matériaux de construction, le fonctionnement des entrepôts frigorifiques pour les produits alimentaires, l'électricité des ateliers et même les déplacements quotidiens des travailleurs/euses. Les perturbations dans les centres de télécommunications ou d'internet ne se limitent pas non plus à la communication : elles désorganisent les ventes en ligne, les transferts d'argent, l'éducation, le travail médiatique, les services de santé et les liens familiaux.

Une école ou un hôpital endommagé impose également un nouveau fardeau aux familles : elles sont de plus en plus contraintes de payer de leur poche des coûts qui devraient relever du système public et collectif.

Salaires en monnaie locale, vie en dollars

L'Iran d'après la guerre, est confronté à une contradiction simple et impitoyable : les coûts sont devenus mondiaux, mais les salaires sont restés locaux. Les matières premières, les médicaments, les pièces détachées, le transport, la part de cotisations sociales des employé.es, l'énergie, le taux de change et même les attentes des marchés financiers ne parlent plus qu'en dollars, en euros et en langage de risque géopolitique. Pourtant, l'ouvrier/ère, l'enseignant.e, le/la retraité.e et l'employé.e du secteur public continuent à percevoir leur salaire en rials. Ce fossé n'est pas seulement un écart entre revenus et prix. C'est un fossé entre la vie d'aujourd'hui et celle de l'avenir. Le marché des changes peut absorber cet écart, pas les gens. Après l'annonce d'un protocole d'accord entre les Etats-Unis et l'Iran, le dollar a reculé temporairement et la Bourse a fortement progressé ; mais ce calme ressemblait davantage à une pause politique qu'à une véritable entrée dans une phase de stabilité. Quelques jours plus tard, le dollar et l'euro sont de nouveau entrés dans une phase de volatilité. Tant que le sort des négociations de soixante jours, des sanctions bancaires, des exportations de pétrole, des transports et de l'accès de l'Iran aux marchés financiers ne seront pas clarifiés, le marché des changes ne fixe pas ses cours sur la base d'aujourd'hui, mais sur la peur de demain.

Dans une telle situation, l'insécurité ne se limite pas à la peur des bombes ; c'est aussi la peur d'un bail qui ne sera pas renouvelé, d'un médicament introuvable et d'un prix qui changera encore demain. Tant que l'horizon reste sombre, l'employeur hésite à embaucher, les familles renoncent à consommer, les jeunes renoncent à organiser leur vie et la société se replie sur un mode survie.

Avant même la guerre, l'économie iranienne se trouvait déjà au bord de l'épuisement. L'inflation, les sanctions, la fuite des capitaux, la stagnation des investissements, la crise des fonds de retraite, les déséquilibres énergétiques, une incertitude chronique et la baisse du pouvoir d'achat avaient, depuis des années, progressivement étouffé la vie. Mais la guerre a accéléré et transformé cette dégradation. Ce qui était auparavant une expérience quotidienne de crise est devenu une normalisation de la chute.

Hojjatollah Mirzaei, économiste et ancien directeur des fonds de retraite, a estimé que la croissance économique de l'Iran en 2026 pourrait se situer dans une fourchette de -8,5 % à -10 %. La contraction du produit intérieur brut signifie la fermeture d'ateliers, une baisse des revenus de l'État, une pression accrue sur les services publics, une réduction des budgets sociaux et la chute de millions de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté. Et un chiffre est frappant : selon cette même estimation, environ 4,5 millions de personnes supplémentaires pourraient rejoindre la population vivant sous le seuil de pauvreté. Une société pauvre n'est pas seulement une société qui manque d'argent ; c'est une société qui perd la capacité de prendre des décisions pour son avenir.

Quand la récession arrive dans l'assiette

L'indice des directeurs d'achat, appelé aussi PMI en Iran, est un des thermomètres de l'économie le plus rapidement disponible. Lorsque cet indice passe sous le seuil de 50, cela signifie que l'économie est en phase de contraction. En avril 2026 le PMI global de (Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente ... **Un cessez-le-feu sur le papier**

l'économie a atteint 38,5, et le PMI industriel 37,4 soit l'un des niveaux les plus bas de l'histoire de cet indicateur en Iran. La signification de ces chiffres est claire : la production a diminué, les nouvelles commandes ont baissé, les ventes ont reculé, les stocks de matières premières se sont réduits et, les entreprises se sont orientées vers des réductions d'effectifs. La baisse des commandes signifie un atelier qui supprime sa deuxième équipe. La pénurie de matières premières signifie un.e salarié.e venu.e travailler aujourd'hui, mais dont la chaîne de production est à l'arrêt. La baisse des exportations signifie une entreprise qui ne dispose plus de suffisamment de devises pour importer des pièces. La diminution des recrutements signifie un.e jeune qui, après des mois de recherche, n'a toujours pas d'emploi. Quand l'industrie ne respire plus, ce n'est pas seulement l'usine qui souffre : le quartier, les commerces, les transports, les familles et la ville rétrécissent avec elle. »

Dans le système qui régit l'économie, les évolutions futures font partie des calculs d'aujourd'hui. Si le directeur d'une usine ne sait pas si les voies commerciales resteront ou non ouvertes, s'il ne sait pas si les sanctions seront levées ou rétablies, s'il ne sait pas si les assurances, les banques et Internet sont fiables ou non, il ne développera pas sa production. La récession ne provient pas seulement d'un manque d'argent ; elle provient aussi de la peur de l'avenir. Après la guerre, l'Iran se trouve dans une telle situation : il n'est plus possible de revenir à la situation d'avant-guerre, et la période de reconstruction n'a pas encore commencé. Entre-temps, ce sont les classes les plus défavorisées qui paient le coût de l'incertitude.

La question du logement est la forme la plus impitoyable de cette pression qui pèse aujourd'hui sur eux. Selon un membre de la commission parlementaire de l'urbanisme et de la construction, plus de 70 % des revenus des ménages sont consacrés au loyer. Cela signifie qu'après avoir payé leur logement, les familles n'ont pratiquement plus rien pour l'alimentation, les soins, l'éducation ou les déplacements. Et cela alors qu'en Iran, depuis des années, le loyer n'est plus seulement un coût lié au logement ; il est devenu un outil de déclassement social. Il pousse les gens du centre-ville vers les périphéries, d'un logement plus grand vers un plus petit, d'un quartier familial vers un environnement géographique plus précaire, et de la stabilité vers l'incertitude « Pendant ce temps, la hausse du coût des matériaux, la pénurie de pièces, les perturbations dans les transports et l'afflux de demandes vers les logements restés intacts après la guerre ont tous contribué à faire augmenter les loyers. Le propriétaire reporte le risque sur le loyer ; le constructeur le reporte sur le prix de vente ; mais le locataire, lui, ne dispose parfois que d'un contrat temporaire et de salaires impayés.

La même logique s'applique à la table familiale. Les rapports économiques montrent que le coût des produits alimentaires essentiels pour une famille de quatre personnes a dépassé en mai 2026 les 21 millions de tomans, soit environ 71,5 % du salaire minimum. Cela signifie que si une famille souhaite simplement couvrir ses besoins alimentaires minimums, la majeure partie de son salaire est déjà consommée à l'avance. Il reste encore à payer le loyer, les transports, les soins médicaux, les vêtements, l'école, Internet, l'électricité et les dettes. « Ce n'est plus la pauvreté au sens classique du terme ; c'est une architecture méthodique de l'impuissance. Chaque jour, les ménages doivent retirer quelque chose de leur panier de subsistance afin de pouvoir conserver autre chose. Le pain est le dernier rempart de la table familiale. Lorsque le prix du pain double brusquement, la société comprend le message : même le produit le moins cher pour calmer la faim n'est plus sûr ni accessible. Une inflation mensuelle de 8,8 % au mois d'avril, la forte inflation des produits alimentaires et la hausse brutale des dépenses essentielles montrent que la pression des prix a dépassé le stade de l'alerte pour entrer dans une phase d'érosion quotidienne du pouvoir d'achat. Les gens n'ont plus seulement peur de la vie chère ; ils ont peur du prix du lendemain. »

Reconstruire une vie ou retrouver des profits ?

Dans un tel contexte, parler du fonds de reconstruction et de développement de l'Iran de 300 milliards de dollars, mentionné dans le cadre du protocole d'accord entre l'Iran et les États-Unis, peut à première vue apparaître comme une lueur d'espoir. (Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente ... **Un cessez-le-feu sur le papier**

Mais ce fonds, même s'il venait finalement à voir le jour, ne constituerait ni une somme d'argent liquide qui arriverait dès le lendemain dans le quotidien des citoyen.nes, ni une compensation directe, ni une garantie d'amélioration immédiate des conditions de vie. Les rapports indiquent que ce mécanisme devrait principalement prendre la forme d'investissements privés dans des secteurs tels que l'énergie, la logistique, les transports, la production industrielle et les infrastructures. Plus important encore, sa mise en œuvre dépendrait d'un accord final, de la levée ou de la suspension des sanctions, des autorisations financières ainsi que d'engagements politiques et nucléaires.

Le problème est précisément là. Si la reconstruction commence d'en haut — par l'intermédiaire de grands fonds, de projets d'infrastructure, d'entreprises étrangères et de lignes de crédit — cela ne signifie pas nécessairement la reconstruction de la vie des gens. Il est possible que des raffineries, des ports, des industries sidérurgiques et des aéroports soient reconstruits, tandis que les salaires réels continuent de chuter. Il est possible que les investissements affluent, alors que les travailleurs/euses restent sous contrats précaires et dans l'instabilité. Il est possible que des projets soient inaugurés, tandis que le loyer continue d'engloutir l'essentiel des revenus. Une reconstruction sans justice sociale peut n'être qu'un autre nom pour le retour du profit, et non pour le retour à la vie.

Un autre danger est que le fonds de reconstruction, au lieu de compenser les dommages sociaux causés par la guerre, devienne une porte d'entrée vers une intégration plus inégalitaire de l'Iran au marché mondial. Cela signifie que le coût de la guerre continuerait de peser sur les travailleurs/euses, les locataires, les retraité/es et les familles touchées, tandis que les bénéfices de la reconstruction reviendraient aux entreprises sous-traitantes, aux investisseurs étrangers, aux intermédiaires financiers et à certaines fractions de la classe dirigeante.

Dans un tel scénario, la reconstruction pourrait devenir une nouvelle forme de reproduction de la crise des moyens de subsistance qui existait avant la guerre : les citoyen.nes vivraient avec une monnaie nationale dépréciée, tandis que l'avenir du pays serait évalué à travers des contrats en dollars, des rendements du capital, des privilèges particuliers et une main-d'œuvre à bas coût. C'est ici qu'il faut poser la question : qui paie les dommages de la guerre et qui profite de la reconstruction ? Si les pertes deviennent sociales mais que les profits restent privés, le fonds de reconstruction ne sera pas un moyen de surmonter les dégâts de la guerre, mais la continuation de celle-ci dans le cadre économique.

D'un autre côté, le fonds de reconstruction peut aussi devenir un instrument de pression politique. Lorsque l'accès au capital, à la reconstruction et à la levée des restrictions est conditionné au comportement futur de l'Iran, l'économie du pays restera plongée dans une forme d'incertitude permanente.

La question de l'Iran après la guerre ne se limite pas à la reconstruction des destructions matérielles, mais concerne aussi la reconstruction de la capacité à vivre. Un pays où des millions de personnes travaillent mais restent pauvres, dont l'industrie demeure en dessous du seuil de stagnation, où des familles consacrent plus de 70 % de leurs revenus au loyer, et où les salaires sont épuisés avant la fin du mois, ne peut pas être sauvé par un simple fonds d'investissement. Une réelle reconstruction doit commencer par l'alimentation, le logement, les salaires, les soins de santé, l'école, la sécurité de l'emploi et la compensation directe des dommages de guerre. La guerre s'est peut-être arrêtée dans le ciel, mais son écho continue dans le prix du pain, dans les factures de loyer, dans l'arrêt des lignes de production, dans les files d'attente pour les médicaments, dans les logements endommagés, dans les emplois perdus et dans le regard d'un.e jeune qui ne planifie plus son avenir. La fin de la guerre, si elle doit avoir un sens, doit commencer par le retour de l'avenir dans la vie quotidienne. Non pas seulement par la réouverture des détroits, la libération des actifs et la signature d'accords, mais par cette simple question : avec quel espoir une famille dont les revenus sont locaux mais les dépenses mondiales se réveillera-t-elle demain ?

(Texte publié par le groupe « Union des retraités - Iran », <https://t.me/GEtehadbazneshastegan>, et traduit par la rédaction d'Echo d'Iran)

La guerre de quarante jours : Rivalités entre puissances et catastrophe sociale

Deuxième partie, suite du précédent numéro d'Echo d'Iran N° 31

3. Les États-Unis face à l'Iran

3a. La quête iranienne de la puissance régionale

Quand on parle du conflit américano-iranien, il faut d'abord rappeler que l'Iran — plus précisément la République islamique d'Iran — est une puissance régionale capable d'exercer une influence bien au-delà de son espace immédiat.



Mais son objectif principal n'est pas seulement d'exister comme puissance autonome. Elle cherche à obtenir une place dominante, reconnue et stable dans la structure régionale de pouvoir, selon ses propres conditions.

Autrement dit, l'État iranien — en tant que représentant du capitalisme iranien — ne se perçoit pas comme une simple puissance périphérique. La bourgeoisie iranienne a toujours eu cette conviction qu'à cause de sa taille territoriale, de sa démographie, de sa position géographique, de ses ressources naturelles, de ses capacités industrielles et de sa longue tradition étatique, il revient naturellement à l'Iran d'occuper une place centrale dans l'ordre régional.

Cette perception ne date pas de la République islamique. Elle existait déjà sous le règne du Shah, quand l'Iran possédait le titre « honorifique » de gendarme de la région. La République islamique n'a pas inventé cette ambition ; elle l'a reformulée dans un contexte international transformé.

Il s'agit donc d'une logique d'intégration hégémonique. La République islamique d'Iran ne cherche pas nécessairement à renverser l'ordre existant, mais à y être reconnue comme une puissance structurante, sans subordination, et à obtenir la part du lion.

Or, l'accès normalisé à cette position lui reste largement fermé. Parce que sa montée en puissance touche directement plusieurs piliers de l'ordre régional existant : l'architecture sécuritaire américaine au Moyen-Orient, les monarchies alliées des États-Unis, et surtout la centralité d'Israël.

Israël bénéficie en effet d'un statut d'exception structurel : une supériorité militaire garantie, une protection américaine et européenne permanente, une intégration privilégiée à l'ordre occidental, ainsi qu'une large tolérance internationale pour ses pratiques de domination colonisatrice et les crimes commis contre les peuples de la région.

Face à ce verrouillage, l'Iran cherche donc d'autres moyens d'accéder à cette reconnaissance stratégique.

3b. Nucléaire, sanctions et rapport de force

Là où l'Iran du Shah cherchait son ascension à travers une intégration classique au camp occidental — selon un modèle qui pouvait rappeler celui de la Corée du Sud —, la République islamique s'oriente davantage vers une logique comparable à celle de l'Inde ou de l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid : la puissance nucléaire comme instrument de reconnaissance stratégique.

Autrement dit, la capacité nucléaire devient un moyen d'imposer sa place dans un environnement international qui refuse de la lui accorder.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **La guerre de quarante jours**

À cela s'ajoute la construction d'une profondeur stratégique régionale à travers ses alliances, souvent désignées sous le nom d'« axe de la résistance », ainsi que le développement d'un programme balistique destiné à garantir militairement cette volonté de puissance.

Il ne s'agit donc pas seulement de défense, mais d'une stratégie globale d'affirmation de puissance.

En parallèle, la crise de l'hégémonie américaine a produit partout un autre effet important : la montée d'autres puissances régionales. Au Moyen-Orient, l'affirmation de la Turquie et de l'Arabie saoudite a multiplié les centres de rivalité et rendu la compétition pour l'hégémonie régionale encore plus complexe. L'Iran ne fait donc pas face à un seul adversaire, mais à un système régional où plusieurs puissances cherchent simultanément à imposer leur centralité.

Dans ce contexte, la confrontation avec les États-Unis, en tant que garants de ce système refusant à la République islamique d'Iran sa place revendiquée, devient à la fois durable et presque inévitable.

3c. Un conflit aux dimensions mondiales

Il s'agit d'un affrontement asymétrique entre une puissance mondiale et une puissance régionale. Mais ses effets dépassent largement le cadre moyen-oriental. La question iranienne touche directement à la crédibilité des alliances américaines, mais aussi aux rapports entre les États-Unis, la Chine et la Russie. La guerre américaine contre l'Iran n'est donc jamais simplement régionale. Elle affecte l'équilibre global des puissances. Cette dimension mondiale est moins visible dans le conflit israélo-iranien, où Israël combat avant tout un rival stratégique immédiat, un concurrent régional direct.

Pour les États-Unis, en revanche, l'Iran représente autre chose : la possibilité qu'un État régional cherche à s'intégrer dans l'ordre mondial à sa propre manière, par la force. Et c'est précisément cela qui leur pose problème.

Si l'objectif israélien est principalement l'affaiblissement — voire la destruction — de la puissance iranienne, l'objectif américain est un peu différent. Il s'agit moins de détruire totalement la puissance de l'Iran que de la maintenir, dans la mesure du possible, dans une position contenue : une puissance un peu influente peut-être, mais surtout non structurante, incapable de redéfinir les équilibres régionaux selon ses propres termes.

Dans les deux cas, israélien et américain, cependant, il s'agit bien de neutraliser une capacité de puissance. Les moyens employés par les Américains, comme ceux utilisés par les Israéliens, ne se limitent pas à la pression militaire directe. Ils incluent aussi la destruction ou l'affaiblissement de toutes les capacités de l'Iran, ainsi que la guerre économique permanente à travers les sanctions structurelles.

Les sanctions, ici, ne sont pas simplement des outils de punition. Elles servent à empêcher un État de transformer sa puissance potentielle en puissance réelle.

C'est pourquoi le conflit américano-iranien ne peut pas être compris uniquement comme une crise, par exemple autour de la question nucléaire. Il s'agit d'un affrontement beaucoup plus profond : un conflit sur la hiérarchie régionale, sur l'accès à la puissance et sur la possibilité, pour une puissance régionale comme l'Iran, de devenir un acteur structurant de l'ordre international sans passer par l'autorisation américaine.

4. La Chine et la question iranienne

Quand on regarde la question chinoise dans le cadre du conflit autour de l'Iran, il faut d'abord partir d'un constat simple : avec la montée en puissance de la Chine et le retour possible de la Russie, l'Iran n'est plus seulement un problème régional. Il devient progressivement un acteur potentiel dans un rééquilibrage plus large du système international.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **La guerre de quarante jours**

4a. L'enjeu énergétique

Du point de vue de la Chine, l'Iran est un partenaire géoéconomique important, notamment sur le plan énergétique. La Chine dépend massivement des importations de pétrole et de gaz en provenance du Golfe. Même si les exportations pétrolières iraniennes vers la Chine restent bien inférieures à celles de l'Arabie saoudite ou des Émirats arabes unis, l'Iran demeure un acteur clé de la sécurité énergétique chinoise en raison de sa position stratégique dans le Golfe et le détroit d'Ormuz, passage essentiel des approvisionnements énergétiques chinois.

Certes, le pétrole iranien ne représente qu'environ 12 à 13 % des importations maritimes chinoises de pétrole, même si la Chine absorbe 80 à 90 % des exportations iraniennes, vendues à prix réduit en raison des sanctions. Mais l'importance stratégique de l'Iran pour Pékin tient surtout à son rôle central dans la sécurité des routes énergétiques du Golfe.

La Chine a donc un intérêt direct à éviter aussi bien l'effondrement de l'État iranien — quel qu'il soit, à condition qu'il demeure un partenaire — qu'une domination américaine totale sur cet espace.

4b. Les routes eurasiatiques

Ensuite, il y a la dimension eurasiatique. L'Iran occupe une position géographique centrale entre plusieurs espaces majeurs : le Golfe persique, l'Asie centrale, le Caucase, l'océan Indien et les grands corridors terrestres eurasiens. Dans la logique des « nouvelles routes de la soie », cette position est essentielle. Sans stabilité en Iran, une partie importante de ces connexions devient fragile ou incertaine.

4c. Refus de l'interventionnisme américain

Enfin, il existe une dimension politique et stratégique plus globale. La Chine ne cherche pas forcément à « défendre » la République islamique en tant que telle, mais elle refuse qu'un changement de régime imposé de l'extérieur, notamment par les États-Unis, devienne une norme internationale. Pour elle, cela reviendrait à renforcer la légitimité de l'interventionnisme américain dans le monde.

4d. Chine, États-Unis et équilibre mondial

Il existe aussi un paradoxe important. Une guerre prolongée contre l'Iran peut, dans certains cas, affaiblir indirectement la position des États-Unis face à la Chine. En effet, un tel conflit consomme des ressources militaires importantes, épuise les stocks, détourne l'attention américaine vers le Moyen-Orient et réduit sa capacité de concentration sur la scène indo-pacifique, notamment face à la question de Taïwan.

Dans cette logique, frapper ou contenir l'Iran peut produire des effets contradictoires : cela peut affaiblir un rival régional, mais aussi, indirectement, renforcer la position stratégique de la Chine.

Au final, la gestion de la question iranienne dépasse largement le cadre moyen-oriental. Elle influence directement l'équilibre entre les États-Unis et la Chine.

5. En guise de conclusion

En définitive, la guerre contre l'Iran ne peut pas être comprise comme un simple affrontement militaire ponctuel, ni même comme une crise strictement régionale. Elle s'inscrit dans un ensemble beaucoup plus large de rivalités structurelles qui concernent à la fois la définition de « l'ordre régional » au Moyen-Orient et, au-delà, l'évolution de « l'ordre mondial » contemporain.

Le conflit israélo-iranien exprime d'abord une lutte pour l'hégémonie régionale. Il s'agit d'un

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **La guerre de quarante jours**

affrontement entre deux puissances qui cherchent chacune à empêcher l'autre de devenir le centre organisateur du Moyen-Orient. Dans cette logique, la destruction des infrastructures civiles, industrielles ou scientifiques ne vise pas simplement un objectif militaire immédiat : elle s'inscrit dans une stratégie plus large de neutralisation durable des capacités de puissance d'un rival.

En parallèle, le conflit américano-iranien dépasse encore davantage cette dimension régionale. Il oppose une puissance mondiale qui cherche à maintenir un « ordre international » hiérarchisé à une puissance régionale qui tente d'y accéder selon ses propres conditions. La question iranienne devient ainsi un point où plusieurs dynamiques convergent : la crise de l'hégémonie américaine, la montée de nouvelles puissances régionales comme la Turquie ou l'Arabie saoudite, et l'émergence progressive d'un monde multipolaire marqué par le rôle croissant de la Chine et le retour possible de la Russie.

Dans cette configuration, l'économie n'est pas un domaine séparé de la guerre. Au contraire, les routes énergétiques, les corridors commerciaux, les sanctions, l'accès aux capitaux internationaux et aux technologies deviennent des instruments directs de puissance. La lutte pour la place de l'Iran dans l'ordre régional est donc aussi une lutte pour sa position dans l'économie mondiale.

Mais arrivons à l'essentiel : au-delà des rivalités entre États, ce sont avant tout la classe ouvrière et les couches laborieuses qui supportent le coût principal de ces conflits. En Iran, au Liban, dans les pays du Golfe, mais aussi en Afrique, en Asie et bien au-delà, la guerre signifie destruction, chômage, inflation, pénurie, répression et précarisation accrue. Les travailleur.euse.s en sont les premières victimes : ils et elles perdent leur emploi, subissent la hausse des prix, sont exposé.e.s aux violences directes des conflits et voient leurs capacités d'organisation collective encore davantage réduites dans un contexte de militarisation, de contrôle politique et de répression renforcée.

Cette guerre met ainsi en lumière une réalité constante du capitalisme contemporain : les affrontements entre puissances ne sont jamais seulement des jeux géopolitiques abstraits. Ils se traduisent toujours

concrètement par une intensification de l'exploitation sociale et de la misère pour les populations laborieuses. Derrière les discours sur la sécurité, la souveraineté ou la stabilité, ce sont en réalité des rapports de force impérialistes qui redessinent la région au prix de destructions massives et durables.

Comprendre cette guerre implique donc de la replacer dans la logique profonde de la compétition pour la puissance, pour l'hégémonie et pour le contrôle des ressources, tout en gardant au centre une réalité fondamentale : ce sont les peuples, et en premier lieu les travailleur.euse.s, qui en paient le prix.

Enfin, il est important de rappeler que la République islamique d'Iran — et plus largement le capitalisme iranien qu'elle administre — n'est pas une simple victime passive de cette configuration guerrière. Elle en est un acteur à part entière, engagé dans sa propre logique de puissance, de consolidation interne et d'influence régionale.

Sa confrontation avec Israël et les États-Unis ne peut donc pas être réduite à une simple « résistance » au sens moral ou politique du terme. Il ne s'agit pas uniquement d'une réaction à une injustice extérieure, à une guerre imposée. C'est aussi une politique d'État portée par une classe dirigeante qui réprime sa propre population, instrumentalise les conflits externes pour renforcer sa position externe et son contrôle interne, et cherche, elle aussi, à imposer sa place dans la hiérarchie régionale et mondiale•



Crise de l'eau à Assalouyeh : la capitale énergétique de l'Iran ne dispose même pas d'assez d'eau potable



La crise de l'eau à Assalouyeh, pôle énergétique de l'Iran et producteur d'une part importante de la richesse du pays, est inacceptable. Une ville dont le nom, selon Reza Taheri dans son livre « *Des perles au pétrole* », signifie « la ville de l'eau et du miel », est aujourd'hui confrontée à l'une des formes les plus graves de pénurie d'eau dans le sud de l'Iran.

Au cours des derniers mois, des rapports ont été publiés indiquant que, pendant certaines périodes, l'eau à Assalouyeh n'était disponible qu'environ trois heures toutes les 48 heures. Certaines descriptions mentionnent même que les villages autour de cette ville de 10 000 hectares ne disposent pratiquement d'eau potable qu'un seul jour par semaine.

Cette situation, dans une région située au cœur de l'industrie énergétique du pays, ne représente pas seulement une défaillance des services publics ; elle révèle également un profond fossé entre l'extraction des richesses et la qualité de vie des populations locales

Assalouyeh est reconnue depuis des années comme l'un des plus importants pôles industriels et économiques d'Iran. Une grande partie des revenus nationaux, des exportations énergétiques ainsi que des immenses projets gaziers et pétrochimiques du pays est liée à cette région. Toutefois, ce même district est confronté à des problèmes chroniques concernant les infrastructures de base, notamment l'eau, les routes, les rues, les réseaux d'évacuation des eaux pluviales et les services urbains.

« Cette contradiction est tout à fait tangible pour les habitant.es de la région. La principale protestation des citoyen.nes surgit lorsque dans des zones industrielles et des sites de raffineries, l'eau est disponible, et de bonne qualité, mais que dans les villes et villages environnants, les habitant.es ont des difficultés pour assurer leur approvisionnement quotidien en eau potable. En d'autres termes, toutes les ressources et capacités opérationnelles ont été concentrées sur la préservation de la production et la continuité des activités industrielles, tandis que les communautés locales se sont épuisées sous le poids du développement qui s'est mis en place à leurs côtés •

(Article publié le 26 juin 2026, par le « Groupe de l'Union des retraité.es - Iran » : <https://t.me/GEtehadbazneshastegan> ; traduction de la rédaction d'*Echo d'Iran*)

L'impact de la guerre et de la crise économique sur les femmes : la violence domestique a augmenté

La guerre et la crise économique ont entraîné une hausse des violences domestiques ainsi qu'une pression psychologique accrue sur les femmes et les enfants. Le chômage soudain, les licenciements et les difficultés liées aux conditions de vie ont fortement affecté les femmes et provoqué une augmentation des recours aux centres d'accueil sécurisés. Le dernier recensement de la population active montre également une baisse de l'emploi des femmes.



L'augmentation des féminicides et du nombre de recours devant les tribunaux est aussi présentée comme un signe de cette hausse des violences.

La guerre a augmenté le chômage, et le chômage a lui aussi accentué les violences faites aux femmes.

Dès les premiers jours de la guerre, des avertissements avaient été lancés concernant le risque d'une augmentation des violences domestiques contre les femmes. Selon des militantes des droits des femmes, des expert.es et d'autres observateurs/trices, dans le contexte de la crise économique et de la guerre, les femmes ont subi davantage de violences.

Fatima Babakhani, est l'une des fondatrices de l'association de mise en sécurité de personnes vulnérables « Mehr Shams Afrid ». Elle a déclaré au journal Shargh Newspaper qu'un grand nombre de personnes ayant sollicité cette organisation non gouvernementale durant les premières semaines de la guerre étaient « des familles confrontées à de graves difficultés de subsistance à la suite d'un chômage soudain ou de la fermeture de leur lieu de travail ». Elle a déclaré qu'il existe de nombreux témoignages selon lesquels « avec la perte de la source de revenus du foyer, en même temps que les pressions économiques, les tensions et la violence au sein du foyer ont également augmenté ... Dans de nombreuses familles, nous avons observé une augmentation de l'anxiété et des crises nerveuses chez les enfants. Les pressions liées à l'insécurité, à la guerre et à la crise économique ont eu un impact direct sur la santé mentale des enfants et des adolescent.es. Parallèlement à l'aggravation des crises économiques et sociales, les conditions favorisant l'augmentation des violences fondées sur le genre se sont également renforcées. »

Le gouvernement n'a pas encore publié de statistiques précises sur le nombre de personnes ayant perdu leur emploi, mais celui-ci est estimé à près de huit millions. Fatemeh Azizkhani, une chercheuse dans le domaine du travail, a déclaré que, comme dans d'autres crises, les femmes sont les principales victimes de la guerre et de ses conséquences économiques. Le dernier rapport du recensement de la population active pour l'hiver 2026, confirme une baisse du taux d'emploi et de la participation économique des femmes. Fatima Babakhani a également déclaré : « Les crises de ces dernières années — de la pandémie de Covid-19 à la récession économique, ainsi que les conséquences de la guerre de ces derniers mois — ont rendu la situation bien plus difficile pour les femmes. L'augmentation du chômage, les réductions d'effectifs, la fermeture d'entreprises et la hausse soudaine des coûts du logement, des soins de santé et des dépenses de subsistance ont exercé une pression supplémentaire sur les femmes ; une pression qui ne se limite pas uniquement au domaine économique. »

L'augmentation du nombre de recours aux tribunaux ou la publication d'informations concernant les féminicides et les violences faites aux femmes est, selon Monika Nadi, une avocate, « une réalité observable ». Elle a toutefois précisé que cette hausse ne peut pas être attribuée uniquement à des facteurs économiques•

(Article publié le 27 juin 2026, par le « Groupe de l'Union des retraités.es - Iran » :

Tensions chroniques et vagues successives de protestations dans le secteur textile : un problème qui dépasse une seule usine

Trois vagues de protestation dans trois usines de textile et de filature, au cours des derniers jours et semaines, sont le signe d'un problème commun, et non de trois crises distinctes.

Les travailleurs/euses de l'usine Sarjin Baft de Zanjan et de la filature Khavar de Rasht ont manifesté cette semaine en raison de revendications salariales, de problèmes liés au sécurité social et à leurs conditions de vie.

▫Selon des rapports, la direction de Serjin Baft, en réaction aux protestations provoquées par le non-paiement de trois mois de salaires, et des prestations par de sécurité social ainsi que le défaut des cotisations et défaut de versement par l'employeur de sa contribution aux cotisations de sécurité sociale, a soudainement suspendu les activités de l'usine, laissant environ 350 travailleurs/euses dans une situation d'incertitude. Certaines informations non officielles indiquent que les manifestations des travailleurs/euses de cette unité étaient entrées dans leur troisième jour.

▫Plus de 100 travailleurs/euses de l'entreprise de filature Khavar Rasht ont organisé, le mardi 23 juin, un rassemblement de protestation devant l'usine afin de dénoncer une nouvelle fois la poursuite des retards de paiement des salaires, l'insécurité de l'emploi, et l'incertitude entourant l'avenir de cette unité de production

En l'absence de la moindre organisation capable de protéger et de soutenir les travailleur/euses, le problème apparu au mois d'avril à la filature Khavar de Rasht est réapparu deux mois plus tard :

Début avril, environ 80 des 108 travailleurs/euses de l'usine de filature Khavar à Rasht, avaient été mis.es au chômage sous prétexte de travaux de modernisation. Selon les informations disponibles, ils/elles avaient repris leurs activités professionnelles à partir du lundi 13 avril (24 Farvardin selon le calendrier iranien).

Il avait été décidé que, jusqu'à la fin du processus de modernisation de l'usine, les travailleurs/euses bénéficieraient pendant un an d'allocations d'assurance chômage. Cependant, à la suite de l'intervention du gouverneur de la province de Guilan et du suivi effectué par le Département de l'Industrie, des Mines et du Commerce, il a été annoncé que « cette mesure était complètement annulée ». Toutefois, le problème est réapparu deux mois plus tard

Peu avant dans l'industrie textile, environ 700 des 800 ouvrier/ères de l'usine textile de Boroujerd avaient été licencié.es. Bien qu'au mois de mai les conditions aient permis le retour au travail de plus de 490 d'entre eux/elles, cet événement, ainsi que d'autres schémas récurrents, montre que la crise dans ce secteur dépasse le cadre d'une seule usine.

Malgré leur succession dans le temps, ces événements ont schéma commun :

- **perturbation de l'approvisionnement en matières premières et manque de liquidités**
- **réduction de la capacité de production ou arrêt partiel de certaines lignes de production**
- **retard dans le paiement des salaires et de paiement par l'employeur de sa part des cotisations à l'assurance sociale, ou réduction des effectifs**
- **protestation et grève des travailleurs/euses.**

L'article 27 du Code du travail prévoit qu'en cas de faute d'un.e salariée ou de violation du règlement disciplinaire, l'employeur peut résilier le contrat, après approbation du Conseil islamique du travail ou du « représentant des travailleur/euses ». Ceci après paiement de l'ensemble des droits et avantages, y compris l'indemnité de fin de service. Dans le cas contraire, le litige doit être examiné par les Commissions de constatation et de règlement des différends relevant de l'administration du travail.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **Tensions chroniques et vagues successives de protestations**

Alors que l'article 27 du Code du travail fixe des règles précises concernant le licenciement et la réduction des effectifs, et que la loi sur l'assurance chômage prévoit une protection pour les travailleur/euses licencié.es, la répétition de ce cycle montre que les mécanismes d'aide ne sont généralement activés qu'après la survenue de la crise

Ce qui a été observé à Zanjan, à Racht et auparavant à Boroujerd semble être bien plus que quelques conflits ponctuels dans des ateliers : cela indique que l'industrie textile est entrée dans une phase de « tension chronique », une étape où les pressions liées à la production et aux contraintes financières se répercutent avant tout sur les salarié.es.

C'est peut-être pour cette raison que la solidarité et les liens entre les travailleur/euses et les syndicalistes des différentes unités textiles revêtent aujourd'hui une importance plus grande qu'auparavant. De même que la crise commune ne se limite pas à une seule usine, les salarié.es peuvent eux aussi envisager le problème au-delà du cadre d'une seule usine et réfléchir à des solutions plus structurelles •

(Texte publié le 24 juin par @davtalaborg et traduit par la rédaction d'Echo d'Iran)

Réduction massive des effectifs dans les secteurs des équipements médicaux et des médicaments en l'absence de syndicats protégeant les intérêts des travailleurs

Au mois de juin, la moitié des personnes travaillant dans les secteurs des équipements médicaux et des médicaments ont été licenciées à la suite d'une décision unilatérale des employeurs.

Alireza Chizari, président de l'Association des fabricants d'équipements médicaux et pharmaceutiques de la province de Téhéran, avait annoncé une aggravation de la récession et une réduction de 50 % de la capacité d'emploi dans ce secteur.

« Chizari avait déclaré que les employeurs sont parfois tellement attristés à l'idée de perdre leurs employé.es les plus qualifié.es qu'ils envoient même leurs CV à d'autres employeurs afin que leurs connaissances et leur expérience ne soient pas perdues. »

Chizari a déclaré que lors du recrutement pour chaque poste vacant, un grand nombre de CV de professionnels sont reçus par les employeurs, ce qui témoigne d'une augmentation de l'offre de main-d'œuvre et d'une diminution des opportunités d'embauche.

▫ Selon lui, le marché n'a pas la capacité d'absorber cette main-d'œuvre.
▫ Il a également prédit qu'« une réduction de 50 % des effectifs » pourrait survenir dans ce secteur d'ici la fin du mois de juin.

▫ Si un tel chiffre se concrétise, nous serons confrontés à une crise sans précédent dans l'industrie des équipements médicaux et des médicaments, dont les conséquences ne se limiteront pas à l'emploi, mais pourraient également affecter la production ainsi que l'approvisionnement en équipements médicaux et en médicaments

« Dans le monde entier, les licenciements économiques sont-ils toujours une décision unilatérale prise par l'employeur ?

On peut imaginer que les employeurs, dans leur lutte pour survivre dans une économie en déclin, même lorsqu'ils sont bienveillants, ont d'autres priorités que d'aider leurs travailleurs/euses. C'est le rôle des organisations et syndicats de défendre, de manière officielle et professionnelle, les intérêts collectifs et individuels des travailleurs/euses. Si ces organisations avaient la possibilité d'agir, les licenciements ne se transformeraient pas en une décision unilatérale et précipitée de la part de l'employeur. » •

(Texte publié par @davtalaborg et traduit par la rédaction d'Echo d'Iran)

Iran : Au moins 101 exécutions en juin ; plus de 370 au cours du premier semestre 2026

Iran Human Rights (IHRNGO), 6 juillet 2026

Le recours à la peine de mort en République islamique d'Iran, qui s'était progressivement intensifié après la vague d'exécutions de prisonnier.es politiques amorcée le 18 mars, s'est encore accéléré à la suite du cessez-le-feu intervenu au début du mois d'avril. Cette escalade a culminé avec **au moins 101 exécutions pour le seul mois de juin**.



Le bâton du Guide suprême

Au total, **au moins 370 personnes ont été exécutées au cours du premier semestre 2026**, parmi lesquelles **neuf femmes, onze ressortissants afghans, deux ressortissants irakiens, trente-trois Baloutches, vingt-cinq Kurdes et neuf Arabes**.

L'Iran Human Rights (IHRNGO) alerte sur le risque d'une nouvelle recrudescence des exécutions dans les mois à venir. L'organisation exhorte la communauté internationale à placer la situation des droits humains en Iran, et en particulier la vague actuelle d'exécutions, au cœur de tout dialogue engagé avec les autorités de la République islamique.

Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur de l'organisation, a déclaré :

« Tout accord conclu avec la République islamique par des États attachés au respect des droits humains doit faire de l'instauration d'un moratoire sur la peine de mort une condition essentielle. L'Union européenne et ses partenaires peuvent, et doivent, jouer un rôle déterminant pour mettre un terme aux exécutions en Iran. »

Selon les données vérifiées par l'Iran Human Rights (IHRNGO), la République islamique d'Iran a exécuté **au moins 101 personnes au cours du mois de juin**, portant à **au moins 370 le nombre total d'exécutions recensées durant le premier semestre 2026**.

L'IHRNGO a également reçu des informations faisant état de **plus de 400 exécutions supplémentaires** qui n'ont pas encore pu être vérifiées et ne sont, par conséquent, pas incluses dans ces statistiques. L'organisation précise qu'elle ne comptabilise que les cas d'exécution suffisamment documentés ou confirmés par au moins deux sources indépendantes.

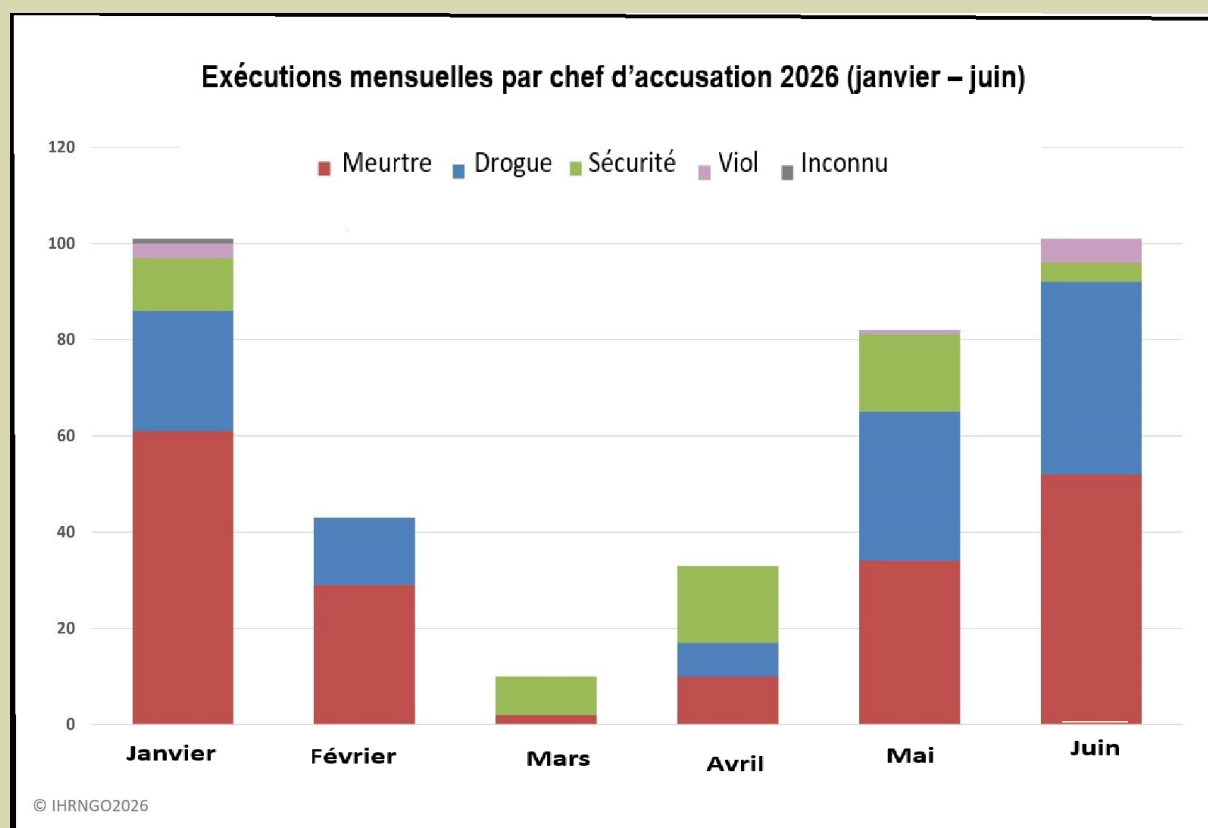
Aperçu des exécutions de janvier à juin 2026 :

- Au moins 370 personnes ont été exécutées au cours du premier semestre 2026.
- Seules 53 exécutions, soit 14 % du total des exécutions recensées, ont été annoncées par des sources officielles. Les 317 autres exécutions ont été vérifiées par l'Iran Human Rights (IHRNGO) à partir d'au moins deux sources indépendantes.
- 188 des personnes exécutées avaient été condamnées pour des affaires de meurtre.
- Neuf personnes ont été exécutées pour des accusations de viol.
- Les motifs de condamnation d'une personne exécutée demeurent inconnus.
- 117 personnes avaient été condamnées à mort pour des infractions liées aux stupéfiants.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... Iran : Au moins 101 exécutions en juin

- 55 personnes ont été exécutées pour des chefs d'accusation liés à la sécurité nationale. Parmi elles, 18 étaient des manifestant.es, 13 des prisonniers/ prisonnières politiques affiliés à des groupes d'opposition interdits, et 12 des personnes accusées d'espionnage et/ou de collaboration avec des États étrangers. Par ailleurs, 7 personnes avaient été condamnées pour vol à main armée, deux étaient accusées d'affiliation à l'État islamique(DAESH), tandis que la situation de trois autres personnes demeure inconnue.
- Neuf des personnes exécutées étaient des femmes, dont cinq avaient été condamnées pour meurtre et quatre pour des infractions liées aux stupéfiants.
- Parmi les personnes exécutées figuraient 11 ressortissants afghans, 2 ressortissants irakiens, 33 Baloutches, 25 Kurdes et 9 Arabes.



Exécution de prisonniers politiques et de personnes accusées d'espionnage dans l'ombre de la guerre

Moins de trois semaines après le début de la guerre, le 28 février, la République islamique a déclenché une vague d'exécutions de prisonniers/prisonnières politiques d'une ampleur sans précédent depuis trois décennies.

Entre le 18 mars et le 16 juin, les autorités de la République islamique ont annoncé l'exécution de **21 manifestant.es** — dont **20 en lien avec les manifestations de janvier 2026**, et **un en lien avec le mouvement « Femme, Vie, Liberté »** —, de **13 prisonniers/prisonnières politiques affiliés à des groupes d'opposition interdits**, ainsi que de **10 personnes accusées d'espionnage**. Parmi ces dernières, **huit étaient accusées d'espionnage ou de collaboration avec Israël et/ou les États-Unis**, et **deux avec un pays arabe non identifié**•

(Texte publié le 6 juillet par IHRNGO, <https://iranhr.net/en/articles/8879/>, et traduit par la rédaction d'Echo d'Iran)

Campagne de Solidarité avec les travailleurs d'Iran



Campagne financière de SSTI

Par sa capacité à bloquer l'économie et les administrations, le monde du travail d'Iran peut jouer un rôle décisif dans la lutte pour en finir avec le régime, et construire par en bas un avenir reposant sur les droits et aspirations des exploités.es et opprimés.es.

Cela rend encore plus décisif la libération immédiate des milliers de militant-es croupissant actuellement en prison dans des conditions atroces.

Les travailleurs/euses qui se lancent dans des actions grévistes sont sévèrement réprimés.es. Arrêtés.es, ils/elles sont souvent licenciés.es, doivent faire face aux tortures et à des frais de justice exorbitants. Leurs familles sont plongées dans une misère extrême.

Afin de soutenir ces militant-es et leurs familles, et notamment contribuer à la prise en charge des frais de justice et d'avocats, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI) lance une campagne de solidarité financière.

Il s'agit de développer une solidarité internationaliste concrète avec celles et ceux qui luttent courageusement dans des conditions difficiles.

* Chèques (en euros)

A l'ordre de "Solidarité avec les travailleurs iraniens" (attention, le mot socialiste ne figure pas dans ce libellé).

Ces chèques doivent être adressés à l'adresse suivante :

SSTI, CICP 21ter rue Voltaire, 75011 PARIS

* Virements bancaires

- Références bancaires nationales (RIB) :

Banque : 10278 / Guichet : 06069 / N° compte : 00020637801 / Clé : 64

- Coordonnées bancaires internationales :

IBAN : FR 76 10278 06069 0002063780164

BIC / SWIFT : CMCI FR 2A

Compte au nom de : Solidarité avec les travailleurs Iraniens